



**PRÉFET
DE MAINE-ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Service Environnement, Sous-Produits,
Alimentation Animale et Pharmacie

Cité Administrative - 49047 ANGERS Cedex 01

**Direction départementale
de la protection des populations**

ANGERS, le 08/08/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/07/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

BLOND Philippe (EARL)

Le Guillemay
LE PIN EN MAUGES (49110)
49600 BEAUPRÉAU-EN-MAUGES

Références : 2023_07_12 Rapport Inspection EARL BLOND Philippe

Code AIOT : 0054901489

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/07/2023 dans l'établissement BLOND Philippe (EARL) implanté Le Guillemay LE PIN EN MAUGES (49110) - 49600 BEAUPRÉAU-EN-MAUGES. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BLOND Philippe (EARL)
- Le Guillemay - LE PIN EN MAUGES (49110) - 49600 BEAUPRÉAU-EN-MAUGES
- Code AIOT : 0054901489
- Régime : Autorisation
- IED : Oui

Elevage de poulettes

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;

- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
2	Prélèvements et consommation d'eau	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article Article 18	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
3	Prélèvements et consommation d'eau	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article Article 18	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
4	Prélèvements et consommation d'eau	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article Article 19	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
5	Utilisation rationnelle de l'eau	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article Article 42	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
6	Emissions dues aux eaux résiduaires	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article Article 42	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
7	Emissions résultant de l'ensemble du processus de production	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article Article 42	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
8	Surveillance des émissions et des paramètres de procédé	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article Article 42	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
9	Surveillance des émissions et des paramètres de procédé	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article Article 42	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Prélèvements et consommation d'eau	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article Article 17	/	Sans objet
10	Emissions d'ammoniac provenant des bâtiments d'hébergement de volailles	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article Article 42	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Protection insuffisante du forage, absence des enregistrements de consommation d'eau. La capacité de stockage des eaux résiduaires doit être revue. Le BRS est à joindre à la déclaration des émissions polluantes GEREP.

2-4) Fiches de constats

N° 10 : Emissions d'ammoniac provenant des bâtiments d'hébergement de volailles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article Article 42
Thème(s) : Élevage, Emissions d'ammoniac provenant des bâtiments d'hébergement de volailles
Prescription contrôlée : Décision d'exécution (UE) 2017/302 de la commission du 15 février 2017 : Voir NEA MTD pour les émissions atmosphériques d'ammoniac par emplacement et par an correspondant au type de volaille élevé (tableaux 3.1 et 3.2)
Constats : L'installation ne produit que des poulettes futures pondeuses, elle n'est pas soumise au NEA (Niveau d'émission en ammoniac) spécifique.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 1 : Prélèvements et consommation d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article Article 17
Thème(s) : Élevage, Prélèvements et consommation d'eau
Prescription contrôlée : Les dispositions de la présente section s'appliquent aux activités d'élevage de l'installation, à l'exclusion de toute autre activité, notamment d'irrigation. Le prélèvement, lorsqu'il se situe dans une zone où des mesures permanentes de répartition quantitative ont été instituées au titre de l'article L. 211-2 du code de l'environnement, est conforme aux mesures de répartition applicables. Le prélèvement maximum journalier effectué dans le réseau public et/ou le milieu naturel est déterminé par l'exploitant dans son dossier de demande d'autorisation. Toutes les dispositions sont prises pour limiter la consommation d'eau.
Constats : Le dernier dossier déposé faisait état d'une consommation annuelle de 6970 m ³ par an. Ce volume prenait en compte le bâtiment poules pondeuses qui est aujourd'hui dissocié du site poulettes. Pour l'année 2022 le volume déclaré sur GEREPE est de 1715 m ³ .
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Prélèvements et consommation d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article Article 18
Thème(s) : Élevage, Prélèvements et consommation d'eau
Prescription contrôlée : Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé hebdomadairement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m ³ par jour, mensuellement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et conservés dans le dossier de l'installation.
Constats : Le site est alimenté par un forage et le réseau public. Le forage dispose d'un compteur au niveau du local de traitement de l'eau. Les relevés mensuel de consommation ne sont pas réalisés.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Prélèvements et consommation d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article Article 18
Thème(s) : Élevage, Prélèvements et consommation d'eau
Prescription contrôlée : En cas de raccordement, sur un réseau public ou sur un forage en nappe, l'ouvrage est équipé d'un dispositif de disconnexion. Les ouvrages de prélèvement dans les cours d'eau ne gênent pas le libre écoulement des eaux. Seuls peuvent être construits dans le lit du cours d'eau des ouvrages de prélèvement ne nécessitant pas l'autorisation mentionnée à l'article L. 214-3 du code de l'environnement. Le fonctionnement de ces ouvrages est conforme aux dispositions de l'article L. 214-18 du même code.
Constats : L'élevage est également raccordé au réseau public. La disconnexion est insuffisante, elle est assurée uniquement par des vannes. Une vraie disconnexion doit être réalisée entre le réseau à caractère privé et le réseau public.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Prélèvements et consommation d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article Article 19
Thème(s) : Élevage, Prélèvements et consommation d'eau
Prescription contrôlée : Toute réalisation ou cessation d'utilisation de forage est conforme aux dispositions du code minier et à l'arrêté du 11 septembre 2003 susvisé.
Constats : Le forage qui est utilisé n'est pas celui qui est connu du service d'inspection. La dernière mise à jour du dossier (juin 2022) présente le forage au nord du site sur la parcelle 552, le forage est en réalité à l'est du site parcelle 554. Ce forage n'est pas connu de nos services une régularisation est nécessaire. Si le précédent forage n'est plus utilisé une procédure de comblement doit être réalisée. Le forage actuel ne respecte pas les prescriptions de l'arrêté du 11/09/2003 sur la protection de la têtes de forage. La buse de protection du tubage est cassée, il n'existe pas de margelles de protection autour de celui-ci. La tête du forage doit dépassée de 0,50 mètre du sol, une margelle béton de 3 m ² en pente douce vers l'extérieur doit entourer le tubage, le tout étant recouvert par une buse avec un couvercle fermé à clé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Utilisation rationnelle de l'eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article Article 42
Thème(s) : Élevage, Utilisation rationnelle de l'eau
Prescription contrôlée : Article 42 : ... L'exploitant met en œuvre des dispositions de surveillance notamment des émissions et des consommations répondant aux exigences des conclusions sur les meilleures techniques disponibles pour l'élevage intensif de volailles ou de porcs susvisées. Décision d'exécution (UE) 2017/302 de la commission du 15 février 2017 : MTD 5 : Afin d'utiliser l'eau de façon rationnelle, la MTD consiste à appliquer une combinaison des techniques ci-dessous. a- Tenir un registre de la consommation d'eau. b- Détecter et réparer les fuites. c- Utiliser des dispositifs de nettoyage à haute pression pour le nettoyage des hébergements et des équipements. d- Choisir des équipements appropriés (par exemple abreuvoirs à rétine, abreuvoirs siphoniques, bacs à eau), spécifiquement adaptés à la catégorie animale considérée et garantissant l'accès à l'eau (ad libitum). e- Vérifier et, si nécessaire, adapter régulièrement le réglage de l'équipement de distribution d'eau. f- Réutiliser les eaux pluviales non polluées pour le nettoyage.
Constats : L'alimentation en eau des animaux est assurée avec des pipettes. Le lavage des bâtiments est réalisé avec un laveur haute pression pour limiter la consommation d'eau. La combinaison des techniques validées dans le dossier de réexamen IED n'est pas respectée au regard de la MTD 5, notamment par l'absence d'un registre de la consommation d'eau.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Emissions dues aux eaux résiduaires

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article Article 42
Thème(s) : Élevage, Emissions dues aux eaux résiduaires
<p>Prescription contrôlée : Réduction de la production des eaux résiduaires – MTD 6 a- Maintenir les surfaces souillées de la cour aussi réduite que possible.</p> <p>b- Limiter le plus possible l'utilisation d'eau.</p> <p>c- Séparer les eaux de pluie non contaminées des flux d'eaux résiduaires nécessitant un traitement.</p> <p>Réduction des rejets d'eaux résiduaires dans l'eau – MTD 7</p> <p>a- Evacuer les eaux résiduaires dans un conteneur réservé à cet effet ou dans une fosse à lisier.</p> <p>b- Traiter les eaux résiduaires. c- Epanchage des eaux résiduaires, par exemple au moyen d'un système d'irrigation tel qu'un dispositif d'aspersion, un pulvérisateur va-et-vient, une tonne à lisier, un injecteur ombilical.</p>
<p>Constats : Le matériel est lavé à l'intérieur des bâtiments sur la litière afin de limiter la production d'eaux résiduaires. Seul le bâtiment en système volière ne dispose pas de litière. Les eaux résiduaires sont collectées par un réseau dans 2 fosses de 10 m3 pour 3 des bâtiments. Le plus petit des bâtiments le P4 devait disposer d'une fosse de 2 m3 pour les eaux résiduaires, celle-ci est présente mais reste à installer. Les eaux résiduaires sont valorisées sur un plan d'épandage à proximité des bâtiments. La MTD 7 validée dans la dernière demande d'autorisation et dans le dossier de réexamen n'est pas complètement respectée.</p> <p>Le volume actuel de stockage des eaux résiduaires est insuffisant pour un vide sanitaire, cela nécessite des épandages en cours de nettoyage. Une réflexion est à mener pour installer un stockage supplémentaire suffisant, pour stocker la totalité des eaux résiduaires d'un vide sanitaire. Celui-ci pouvant avoir lieu en période d'interdiction d'épandage, ou à une période où les surfaces du plan d'épandage sont en cultures et ne peuvent être épandues.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Emissions résultant de l'ensemble du processus de production

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article Article 42
Thème(s) : Élevage, Emissions résultant de l'ensemble du processus de production
<p>Prescription contrôlée : Article 42 : ... L'exploitant met en œuvre des dispositions de surveillance notamment des émissions et des consommations répondant aux exigences des conclusions sur les meilleures techniques disponibles pour l'élevage intensif de volailles ou de porcs susvisés.</p> <p>Décision d'exécution (UE) 2017/302 de la commission du 15 février 2017 :</p> <p>MTD 23 : Afin de réduire les émissions d'ammoniac du processus de production global de l'élevage de porcin (truies comprises) ou de l'élevage de volailles, la MTD consiste à estimer ou calculer la réduction globale des émissions d'ammoniac obtenue sur l'ensemble du processus de production, par l'application des MTD mises en œuvre dans l'installation d'élevage.</p>
<p>Constats : La déclaration des émissions polluantes a été réalisée sur l'application GEREPE au titre de l'année 2022. L'inspection a mis en révision la déclaration afin d'apporter des corrections. Les éléments sont précisés dans le commentaire sur l'application GEREPE.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 8 : Surveillance des émissions et des paramètres de procédé

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article Article 42
Thème(s) : Élevage, Surveillance des émissions et des paramètres de procédé
Prescription contrôlée : Article 42 : ... L'exploitant met en œuvre des dispositions de surveillance notamment des émissions et des consommations répondant aux exigences des conclusions sur les meilleures techniques disponibles pour l'élevage intensif de volailles ou de porcs susvisés. Décision d'exécution (UE) 2017/302 de la commission du 15 février 2017 : MTD 24.La MTD consiste à surveiller, par une des techniques suivantes et au moins à la fréquence indiquée, l'azote total et le phosphore total excrétés dans les effluents d'élevage. a- Technique : Calcul, au moyen d'un bilan massique de l'azote et du phosphore basé sur la prise alimentaire, la teneur en protéines brutes du régime alimentaire, le phosphore total et les performances des animaux. Fréquence : Une fois par an, pour chaque catégorie d'animaux Applicabilité : Applicable d'une manière générale
Constats : Le BRS (Bilan réel Simplifié) permettant de déterminer les quantités d'azote et de phosphore excrétées n'est pas joint à la déclaration GERE de 2022. Le respect de la MTD 24 ne peut être réalisé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 9 : Surveillance des émissions et des paramètres de procédé

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article Article 42
Thème(s) : Élevage, Surveillance des émissions et des paramètres de procédé
Prescription contrôlée : Article 42 : ... L'exploitant met en œuvre des dispositions de surveillance notamment des émissions et des consommations répondant aux exigences des conclusions sur les meilleures techniques disponibles pour l'élevage intensif de volailles ou de porcs susvisés. Décision d'exécution (UE) 2017/302 de la commission du 15 février 2017 : MTD 25.La MTD consiste à surveiller les émissions atmosphériques d'ammoniac par une des techniques suivantes, au moins à la fréquence indiquée : a- Technique : Estimation au moyen d'un bilan massique basé sur l'excrétion et sur l'azote (ou l'azote ammoniacal) total présent à chaque étape de la gestion des effluents d'élevage Fréquence : Une fois par an, pour chaque catégorie d'animaux Applicabilité : Applicable d'une manière générale
Constats : La déclaration GERE a été réalisée avec les valeurs spécifiques de l'exploitation. L'absence du BRS ne permet pas de vérifier le calcul des valeurs spécifiques renseignées dans le module.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois